

**Réponse d'Outremer Telecom à la consultation publique de l'ARCEP sur le « *Projet d'annexe à la décision proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4-3,8 GHz en Guyane* »**  
**Version publique**

### *Préambule*

La présente consultation publique vise à définir les conditions et modalités des procédures d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences en bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz en Guyane susceptibles d'être proposées au ministre chargé des communications électroniques.

Outremer Telecom (« OMT ») remercie l'Autorité pour cette démarche de transparence mais s'inquiète de certaines dispositions des projets d'annexes dont elle estime le contenu **hautement contestable** :

- S'agissant de la non prise en compte des fréquences en bandes basses mutualisées entre Free Caraïbe et Digicel dans le cadre de l'accord de partage de réseau

L'ARCEP ayant estimé qu'il n'était pas nécessaire de demander à Free Caraïbe et à Digicel de modifier leur contrat de partage de réseau au motif qu'il ne faisait pas obstacle, selon elle, à la réalisation des objectifs de la régulation prévus par l'article L.32-1 du CPCE, les deux opérateurs vont bénéficier, pendant une durée minium de trois ans<sup>1</sup>, d'un partage croisé de fréquences basses permettant à Free Caraïbe d'utiliser **10 MHz en bande 800 attribués à Digicel**.

Alors même que cette mutualisation des bandes basses n'existe nulle part ailleurs à l'échelle nationale et qu'elle en a contesté la légalité devant les autorités compétentes, OMT considère inacceptable que le projet soumis à consultation ne comporte aucune disposition permettant de le prendre en compte dans la fixation des quantités maximales attribuables.

Eu égard aux risques de déséquilibre très importants entre Free Caraïbe/Digicel et leurs concurrents résultant d'une accumulation de spectre détenu en bandes basses au titre de la mutualisation et des futures attributions dans la bande 700 MHz qui pourraient freiner l'exercice d'une concurrence effective et loyale, OMT demande à l'ARCEP **d'indiquer explicitement dans le projet d'annexe que les quantités de fréquences mutualisées seront prises en compte dans le calcul des portefeuilles des opérateurs concernés ou à défaut de fixer à [SDA] MHz la quantité maximale attribuable par opérateur en bande 700 MHz**.

- S'agissant de la qualification des candidats

Alors que les fréquences visées par la consultation vont revêtir un caractère vital pour le déploiement des réseaux 5G, **l'absence de critères contraignants sur la qualification des candidats et sur l'utilisation effective du spectre est hautement critiquable**.

L'ARCEP doit en effet s'assurer que :

- les acteurs concernés disposeront de toute les capacités techniques et financières pour honorer leurs engagements ;
- et qu'un non-respect des obligations entrainera une abrogation totale ou partielle de leurs autorisations.

---

<sup>1</sup> Aucun obstacle en l'état à une demande de prolongation du partage croisé en bandes basses.

Eu égard au retour d'expérience sur les attributions 4G **avec un non-respect par Free Caraïbe des obligations inscrites dans son AUF toujours effectif à la date des présentes** en dépit de la décision n°2020-1455 RDPI de l'ARCEP du 9 décembre 2020, et l'octroi in fine par l'ARCEP d'un délai de trois années supplémentaires sur le calendrier initialement fixé pour s'y conformer, OMT demande à ce que les bandes visées, et particulièrement la bande 3,4-3,8 GHz, ne puissent pas être préemptées par des candidats qui n'utiliseraient pas leur spectre de manière effective.

En outre, compte tenu de la taille des territoires et de leur intensité concurrentielle, OMT souhaite rappeler comme déjà indiqué dans ses précédentes écritures, que la présence d'un 5ème acteur qui ne détiendrait que du spectre 700 MHz et/ou 3,4-3,8 GHz ne serait pas viable à long terme et ne permettrait pas de satisfaire les objectifs de la régulation de promotion des investissements et de l'innovation.

Pire, une dispersion de la bande 3,4-3,8GHz sur 5 opérateurs ou plus conduirait in fine à ce que les opérateurs Domiens se voient attribuer moins de spectre qu'en métropole avec un risque d'aggravation de la fracture numérique inacceptable sur nos territoires où les besoins en connectivité mobile sont élevés. Alors que la bande 3,4-3,8GHz n'a été attribuée qu'à 4 opérateurs en métropole et à La Réunion, rien ne justifie qu'il en soit différemment aux Antilles.

En conséquences, OMT demande à l'ARCEP d'indiquer explicitement dans le projet d'annexe :

- Que les candidats **doivent s'appuyer sur un réseau mobile préexistant** ou en cours de déploiement défini comme étant « *Notamment un réseau détenu en propre ou un réseau en cours de déploiement auquel le candidat a accès grâce à un contrat de partage d'infrastructures passives ou d'installations actives (à l'exclusion d'un contrat d'itinérance).* »
- Et que les candidats **soient soumis à une obligation d'utilisation effective du spectre**, à partir des sites de leur réseau mobile, des fréquences en bande 700 et 3,4-3,8GHz avec une première échéance [SDA]. Le titulaire sera déclaré respecter cette obligation s'il exploite activement les fréquences depuis au moins un site de son réseau mobile et qu'une offre de service est disponible.
- S'agissant des quantités de spectre disponibles en bande 3,4 – 3,8 GHz

Le projet prévoit l'attribution de 240MHz MHz aux candidats avec une quantité maximale attribuable de 70 MHz avec 80 MHz dans les blocs [3590-3670] indisponibles dans le cadre de la procédure. OMT considère que cette quantité est insuffisante et rappelle qu'un seuil minimum de [SDA]MHz **est le seul à même de garantir, selon nos études, un vrai saut de génération entre la 4G et la 5G.** [SDA].

- S'agissant des obligations de déploiement en bande 700 MHz sur les zones pré-identifiées

[SDA].

Les commentaires détaillés d'OMT sur les modalités et conditions d'attribution dans les bandes 700 MHz et 3,4-3,8 GHz inscrites dans le projet d'annexe figurent ci-après.

- S'agissant des enchères principales

Une nouvelle fois, OMT souhaite indiquer que la procédure d'enchères envisagée, **avec des enchères à un tour au second prix**, fera courir un très grand risque (i) de comportement prédateur avec des résultats totalement aléatoires qui pourraient conduire à exclure un acteur du marché indépendamment de sa propension à dynamiser (ou pas) ce dernier et (ii) de surenchères (cf le retour d'expérience des appels à

candidature sur la Réunion et Mayotte) contraire aux objectifs fixés par le gouvernement visant à « **limiter strictement les contributions financières des opérateurs**<sup>2</sup> ».

[SDA]

OMT demande à l'ARCEP de mettre en place des enchères ascendantes à plusieurs tours qui non seulement peuvent être organisées à distance dans le respect strict des exigences de sécurité et qui en outre, et de l'avis même de son ancien Président<sup>3</sup>, contribuent à sécuriser l'ensemble des acteurs, petits et gros.

- S'agissant des enchères de positionnement

Eu égard à leur caractère totalement aléatoire, OMT estime que la mise en place d'enchères à un tour au second prix serait **inadaptée voir pénalisante**.

OMT demande donc que l'ARCEP soit, au nom de l'intérêt général, en charge du positionnement des fréquences au terme d'une consultation des lauréats à l'instar du dispositif ayant été mis en place en 2016 lors des appels à candidature 4G, et ce en lieu et place de ladite procédure d'enchères envisagée.

- S'agissant de la durée des autorisations

La durée de 15 ans des autorisations de fréquences 5G telle qu'envisagée par l'ARCEP ne constitue pas une durée appropriée pour l'amortissement des investissements réalisés par les opérateurs alors même que le code des communications électroniques européen prévoit explicitement une durée d'autorisation pour « *favoriser l'innovation et des investissements efficaces, y compris en prévoyant une période appropriée pour l'amortissement des investissements* ».

Au demeurant, et dans un souci de régulation homogène en Europe, il convient de noter qu'en Allemagne, le régulateur national a attribué les fréquences 5G pour une période de vingt ans. Il en va de même en Autriche et en Espagne. Quant à l'Italie, les droits d'utilisations sont valables sur une période de dix-neuf ans. Il est important de souligner que les précédentes fréquences (3G et 4G) avaient été attribuées sur des durées de vingt ans. Rien ne justifie aujourd'hui d'attribuer les fréquences 5G pour une durée beaucoup plus courte alors que la 5G est une nouvelle technologie qui nécessite des investissements bien plus conséquents par rapport aux technologies précédentes.

Il résulte de ce qui précède **que la durée de l'autorisation doit donc être fixée à 20 ans**.

- S'agissant du périmètre géographique des AUF en bande 3,4 – 3,8 GHz

L'ARCEP considère que « *Compte tenu des spécificités du territoire guyanais, les autorisations d'utilisation de fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz qui seront délivrées à l'issue de la procédure d'attribution faisant l'objet de la présente consultation ont un périmètre géographique limité à une partie de ce territoire, spécifié dans le Document VI* ».

<sup>2</sup> CP du gouvernement du 20 avril 2021 sur la consultation publique relative aux modalités financières d'attribution des fréquences 5G à La Réunion et à Mayotte.

<sup>3</sup> Interview de Sébastien Soriano du 23 septembre 2020

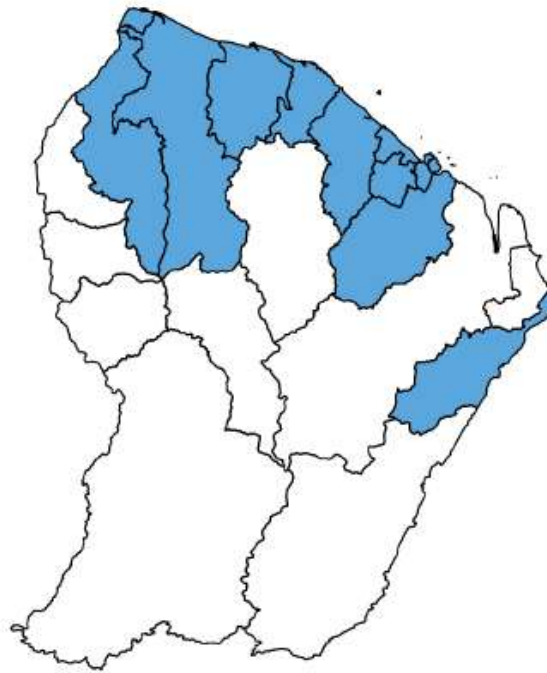


Figure 4 Carte figurant, en bleu, les communes constituant le périmètre géographique des autorisations d'utilisation de fréquences en bandes 3,4 - 3,8 GHz

La contribution au développement d'une économie numérique et la résorption du désenclavement numérique sont au cœur de la stratégie d'OMT. Après le saut technologique du THD mobile amené avec la 4G, la 5G va non seulement, tout comme en métropole, « *ouvrir de nouvelles perspectives et permettre la cohabitation d'applications et d'usages diversifiés*<sup>4</sup> », mais elle va surtout être un levier supplémentaire pour offrir de nouvelles opportunités de renforcement des économies en local (télémédecine, téléenseignement, digitalisation de l'agriculture, véhicules connectés, domotique...).

Parmi les départements d'outre-mer, la Guyane présente des spécificités fortes en matière de couverture du territoire avec une concentration de 85% de sa population sur 10% du territoire.

Déjà reconnue en tant que premier département français en superficie et dernier en densité de population, la Guyane offre la particularité d'avoir à la fois la majorité de son territoire recouvert par la forêt primaire et la majorité de sa population sur le littoral.

[SDA]

\*      \*

\*

<sup>4</sup> Rapport ARCEP enjeux de la 5G mars 2017

## Document 1 Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences

### I.1 Fréquences concernées

#### I.1.2 Fréquences de la bande 3,4-3,8 GHz

Comme indiqué en préambule, le projet ne prévoit que l'attribution de 240 MHz.

Nom du bloc	Fréquences	Quantité de fréquences du bloc
Bloc 1	3480 - 3530 MHz	50 MHz
Bloc 2	3530 - 3590 MHz	60 MHz
Bloc 3	3670 - 3730 MHz	60 MHz
Bloc 4	3730 - 3800 MHz	70 MHz

Tableau 2 : Liste des blocs de fréquences dans la bande 3,4 - 3,8 GHz objet de la présente procédure

OMT estime que cette quantité est insuffisante pour fournir des services data 5G non déceptifs. [SDA].

### I.2 Conditions d'utilisation des fréquences

#### I.2.1 Durée et étendue géographiques des autorisations en bande 700MHz et 3,4-3,8 GHz

« La durée initiale pour chacune des autorisations est de 15 ans à compter de son entrée en vigueur ».

OMT est opposée à la fixation d'une durée des autorisations de 15 ans qui n'est (i) ni conforme au code européen des communications électroniques, (ii) ni suffisante pour garantir la rentabilité des investissements consentis et ce d'autant que l'ARCEP prévoit un déploiement des sites isolés à la charge exclusive des opérateurs.

Pire, l'ARCEP prévoit la possibilité d'y introduire au terme d'un bilan des modifications qui seront « établies de manière objective et proportionnée » et pourront « inclure de **nouvelles obligations** afin de permettre d'assurer les objectifs relatifs à l'aménagement du territoire, à une concurrence effective et loyale, au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité et à l'utilisation et la gestion efficaces des fréquences. »

##### (i) s'agissant du cadre européen

En vertu de l'article 49 de la Directive sur la durée des droits, l'ARCEP doit veiller « à ce que les droits d'utilisation individuels soient accordés pour une durée appropriée [...], en tenant dûment compte de la nécessité de garantir la concurrence ainsi que d'assurer, notamment, une utilisation efficace et efficiente du spectre radioélectrique et de favoriser l'innovation et des investissements efficaces, y compris en prévoyant une période appropriée pour l'amortissement des investissements. »

Elle doit en outre garantir « la **prévisibilité** de la régulation pour les titulaires des droits **sur une durée d'au moins vingt ans** en ce qui concerne les conditions d'investissement dans des infrastructures qui dépendent de l'utilisation de ce spectre radioélectrique ».

Ainsi, conformément au cadre européen, OMT estime que la durée de son autorisation ne saurait être inférieure à **20 ans** et est défavorable pendant cette période à toute révision de ses obligations qui contreviendrait au principe de prévisibilité inscrit à l'article 49 de la Directive susvisée.

*(ii) s'agissant de la rentabilité des investissements*

Eu égard au niveau des investissements qui vont être consentis dans le déploiement de la 5G en Guyane marquée par des enjeux complexes de couverture du territoire et des coûts de déploiement très élevés alors même que la 4G n'y est commercialisée que depuis 2016, une durée des autorisations de 15 ans apparaît trop courte pour garantir leur rentabilité.

## I.2.2 Conditions techniques d'utilisation

### b) Coexistence avec les stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8-4,2 GHz

*« Dans l'attente d'une éventuelle mesure réglementaire de l'Arcep [...] le titulaire, lors du déploiement de son réseau mobile dans la bande 3,4 - 3,8 GHz, est tenu, en complément des conditions techniques prévues par les décisions européennes et rappelées en partie I.2.2a), de prendre les mesures nécessaires pour respecter ces niveaux de puissances et ne pas causer de brouillages préjudiciables aux stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz. »*

OMT considère que cette position de faire peser sur les stations 5G en place des contraintes de déploiements concernant de futures stations satellite est totalement incompatible avec le principe d'antériorité.

[SDA]

## I.2.7 Conditions de cumul de fréquences

*« Le titulaire ne peut pas être autorisé à utiliser pour fournir un service mobile sur un périmètre géographique donné et pour chaque bande une quantité de fréquences supérieure à celles prévues ci-dessous :*

- *Pour la bande 700 MHz, cette quantité maximale est de 15 MHz,*
- *Pour la bande 3,4 – 3,8GHz, la quantité maximale autorisée est de 70 MHz »*

Comme indiqué en préambule, au regard des risques de déséquilibre très importants entre Free Caraïbe/Digicel et leurs concurrents résultant d'une accumulation de spectre détenu au titre de la mutualisation des bandes basses et des futures attributions dans la bande 700 MHz qui pourraient freiner l'exercice d'une concurrence effective et loyale, OMT demande à l'ARCEP **d'indiquer explicitement dans le projet d'annexe que les quantités de fréquences mutualisées seront prises en compte dans le calcul des portefeuilles des opérateurs concernées ou a minima de fixer le seuil maximal attribuable en bande 700 MHz à [SDA] par opérateur..**

## I.2.8 Possible usage secondaire des fréquences

L'ARCEP, dans la présente procédure, prévoit que les droits d'utilisation de fréquences 5G n'empêchent pas l'autorisation d'autres acteurs pour une utilisation secondaire de la bande de fréquences objet de la présente procédure.

S'agissant des conditions postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2031, OMT ré-exprime les mêmes interrogations que celles soulevées dans sa réponse à la consultation de janvier 2021 et **auxquelles le projet de décision ne répond pas**, à savoir la catégorie d'acteurs tiers visés et les modalités de mise à disposition des fréquences. Cette attribution secondaire du spectre risque de conduire à remettre en cause l'exploitabilité des fréquences 5G et à s'interroger sur la finalité de cette mesure.

[SDA]

#### **I.4 Obligations et engagements relatifs à l'aménagement du territoire**

##### **I.4.1 Obligations applicables aux lauréats obtenant des fréquences en bande 700MHz**

###### **a) obligations de couverture de zone pré-identifiées**

- Délais de mise en service et niveau de couverture

[SDA]

- Obligation de financement

[SDA]

###### **b) obligation de déploiement sur des emplacements mis à disposition**

- Déploiement et délais de mise en œuvre

[SDA]

- Partage de réseau

OMT souhaite que soit précisé que le partage des éléments passifs devra être fourni dans des conditions raisonnables.

En outre, à l'identique des dispositions prévues sur la couverture des zones pré-identifiées, l'ARCEP prévoit que les obligations de couverture des zones identifiées dans la partie V.1 du Document V puissent par exception être remplies par l'utilisation de ces fréquences et non par le seul titulaire lorsque :

- *le site fait l'objet d'une mutualisation des réseaux avec mutualisation de fréquences entre tous les opérateurs titulaires d'une autorisation d'utilisation de fréquences pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public qui le souhaitent, et notamment ceux soumis aux mêmes obligations,*
- *ou lorsque, sur le site, tous les opérateurs susmentionnés peuvent être accueillis sur les fréquences de l'un d'entre eux (itinérance),*

[SDA]

###### **e) engagement lié à la transparence concernant les déploiements prévisionnels**

[SDA]

###### **f) engagement lié à la transparence concernant les pannes**

[SDA]

#### **I.5 Obligations et engagements relatifs au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité**



### **I.5.1 Engagement relatif à la couverture à l'intérieur des bâtiments applicable aux lauréats en bande 700 MHz.**

[SDA]

### **I.5.2 Obligation de support d'IPv6.**

[SDA]

## **1.6 Partage de réseaux mobiles**

En préambule, OMT souhaite rappeler que les dispositions relatives au partage de réseau ne peuvent être envisagées que si :

- Elles n'altèrent pas la concurrence par les infrastructures<sup>5</sup> ;
- Elles ne concernent que des équipements passifs ;
- Et qu'elles respectent le cadre réglementaire.

**Ainsi, OMT estime qu'un partage croisé de fréquences basses et une itinérance de type MOCN en œuvre sur tout type de zones (denses ou non) ne respecte pas les objectifs fixés par la régulation.**

En effet, conformément au 3.2.3 des lignes directrices de l'ARCEP de mai 2016 sur le partage de réseaux mobiles, « *la mutualisation de fréquences [...] fait obstacle à la réalisation des objectifs d'investissement, d'innovation et de concurrence effective, dès lors qu'elle réduit davantage la capacité des parties à se différencier entre elles, notamment par le spectre.* » Ainsi elle doit « *donc faire l'objet d'une attention particulière, afin notamment :*

*- de les cantonner aux zones les moins denses, notamment parce que dans les zones plus denses, les bandes hautes ou médianes, disponibles en quantité plus importante, sont pleinement utilisables et permettent déjà d'apporter des débits élevés ;*

*- de tenir compte de la structure du marché et des ressources spectrales de chacun ».*

**Une mutualisation de fréquences appliquée en zone dense ou semi dense serait de l'avis même de l'ARCEP et de l'ADLC, contraires aux objectifs de la régulation.**

En effet, tel qu'indiqué par l'avis de l'ARCEP n°2012-1267 du 20 décembre 2012 relatif aux conditions de mutualisation et d'itinérance sur les réseaux mobiles :

*« s'agissant des zones les moins denses, des schémas de mutualisation au sein de la zone de déploiement prioritaire entre les acteurs situés dans les 20 MHz les plus en bas de la bande 800 MHz (SFR et Bouygues Telecom en l'occurrence) font l'objet d'obligations (reprises dans les autorisations des titulaires de fréquences à 800 MHz) motivées par des objectifs d'intérêt général d'aménagement du territoire [...] » mais « c'est bien au cas par cas, [...] que doit être analysée une mutualisation des réseaux et des fréquences dans les zones denses, en prenant en compte l'ensemble des aspects économiques, techniques et financiers et la situation du marché. A cet égard, un accord de mutualisation entre opérateurs de l'ensemble de leurs fréquences conduit en pratique au rapprochement de leurs réseaux en un réseau mutualisé. Ce*

<sup>5</sup> Extrait lignes directrices ARCEP de mai 2016 sur le partage « *le propre des opérateurs de réseaux, qui disposent de droits exclusifs d'utilisation de fréquences qui constituent des ressources rares et donc disponibles en nombre restreint, est d'investir et de déployer des infrastructures de boucle locale radio et de s'appuyer sur l'utilisation de fréquences dont ils sont titulaires pour exercer leur activité sur le marché* ».



*rapprochement est moins approfondi que la fusion complète entre deux opérateurs, mais son impact doit néanmoins être examiné sur le plan concurrentiel avec les critères d'analyse résultant de l'application des articles L.420-1 et L.420-2 du code du commerce. »*

En outre, l'ADLC émet également de très fortes réserves sur le partage de fréquences en « zones semi denses » ou « zones denses ou très denses ». Dans son avis n°13-A-08, elle indique ainsi que « les gains d'efficacité additionnels permis par un tel accord, comparativement aux gains engendrés par des solutions moins restrictives, comme le RAN sharing par exemple ne paraissent pas pouvoir contrebalancer les restrictions sévères liées à la nature, l'ampleur et la fréquence des informations échangées mais aussi à l'interdépendance très forte qui se crée entre les deux partenaires. »

## **I.7 Bilan relatifs aux autorisations attribuées dans la bande 700 MHz à l'issue de la présente procédure**

### **I.7.1 Utilisation effective des fréquences et bilan des besoins en ressource**

*« Le titulaire doit utiliser de manière effective et efficace les fréquences qui lui sont attribuées. »*

Il convient une nouvelle fois de relever que les obligations prévues dans les AUF ne sont toujours pas respectées par Free Caraïbe en Guyane et que cette situation est source d'inefficacité dans l'usage du spectre et de distorsion concurrentielle.

Il convient également de rappeler que la décision de mise en demeure n°2020- 1455 RDPI du 9 décembre 2020 dont OMT a contesté la légalité devant les autorités compétentes, a non seulement été adoptée tardivement au regard des échéances fixées dans l'AUF de Free Caraïbe, qu'elle lui a en outre octroyée un délai de mise en conformité de la seule obligation de couverture de 3 ans après la 1ère échéance de ladite AUF **et qu'elle n'est toujours pas respectée à la date de la présente consultation !**

Afin que les obligations en bande 700 MHz et 3,4-3,8 GHz ne soient pas vidées de sens et de portée en cas de non-respect, OMT réitère donc sa demande d'introduire dans les futures AUF :

- Des **mesures coercitives préétablies** en cas de non-respect du cahier des charges aux échéances fixées par l'ARCEP à 2025, 2030 et 2035 ;
- Mais également des étapes intermédiaires permettant à l'ARCEP de vérifier l'effectivité des déploiements.

### **I.7.2 Bilan de la mise en œuvre et des besoins**

Comme indiqué en préambule, Free Caraïbe n'utilise pas de manière effective le spectre qui lui a été attribué par la décision de l'ARCEP n°2017-1038 et a été mise en demeure par la décision n°2020-1455 RDPI du 9 décembre 2020 de respecter les obligations de déploiement en fournissant en Guyane un accès téléphonique et un accès mobile à très haut débit, au plus tard le 31 décembre 2021, à 30% de la population.

[SDA]

## **Document II Modalités des procédures d'attribution de fréquences**

### **II.1 Déroulement des procédures d'attribution**

#### **II.1.1 Remarques liminaires**

*« En particulier, durant les présentes procédures, de l'élaboration par les candidats de leur dossier de candidature à la publication des résultats de la phase d'enchères de positionnement, les candidats sont tenus, en application de l'article L. 420-1 du code de commerce, **de ne pas échanger entre eux** au sujet des présentes procédures. »*

OMT souhaite une nouvelle fois alerter l'Autorité sur les risques inhérents au contrat de partage de réseaux en matière notamment d'échange d'informations et demande à ce que des règles **contraignantes et vérifiables** de strict cantonnement soient inscrites dans les appels à candidature.

### **II.2 Instruction des dossiers de candidature**

#### **II.2.2 Phase de qualification**

##### **a) motifs de refus mentionnés à l'article L.42-1 du CPCE**

Le non-respect des obligations prévues dans les AUF en vigueur étant considéré comme source d'inefficacité dans l'usage du spectre et de distorsion concurrentielle, OMT demande que le **non usage effectif du spectre attribué** soit explicitement intégré dans l'instruction des dossiers et qu'il puisse constituer un motif de non recevabilité des candidatures concernées.

Par ailleurs, sur des territoires de taille restreinte, OMT estime qu'il est inadmissible que le projet ne prévoie **aucun critère contraignant** sur la qualification des candidats tant dans la bande 700 MHz que dans la bande 3,4-3,8 GHz.

Enfin, rien ne justifiant que les dispositions relative à la qualification des candidats en Guyane soit différente de celle de la métropole et de la zone Océan Indien , **OMT demande à ce que les candidats puissent justifier d'un réseau mobile préexistant dans des termes identiques à ceux de la décision 2021-0590 du 15 juin 2021 comme étant « Notamment un réseau détenu en propre ou un réseau auquel le candidat a accès grâce à un contrat de partage d'infrastructures passives ou d'installations actives (à l'exclusion d'un contrat d'itinérance). ».**

### **II.3 Phase d'attribution des blocs de 5MHz en bande 700 MHz**

*« À cette fin, les candidats souhaitant obtenir un bloc de 5 MHz en bande 700 GHz au titre de la phase décrite dans la présente partie indiquent dans leur dossier de candidatures s'ils souscrivent aux quatre engagements décrits aux 1.4.1d), 1.4.1e), 1.4.1f) et 1.5.1 du Document I afin d'obtenir un bloc de 5 MHz en bande 700 MHz. La souscription à ces engagements dans leur dossier de candidature est irrévocable. »*

OMT renvoie à ses commentaires au I.4.1 sur les engagements.

## II.4 Enchère de la procédure d'attribution de la bande 700 MHz

### II.4.1 Plafonnement des demandes

*« Un candidat ne peut pas demander une quantité de fréquences en bande 700 MHz, qui, sommée aux quantités de fréquences que le candidat est autorisé à utiliser à la date  $T_d$  en bandes 800 MHz et 900 MHz, l'amènerait à dépasser **30 MHz duplex**.*

*Le cas échéant, lors de l'enchère sur les blocs du lot 2 de la bande 700 MHz, si la demande est strictement inférieure au nombre de blocs disponibles, **le plafond de fréquences de 30 MHz duplex en bandes basses est levé.** »*

**Comme déjà indiqué dans sa réponse à la consultation de janvier 2021, OMT considère que la concurrence en Guyane ne peut être stimulée par la mise en place de dispositions limitant les quantités de fréquences en bandes basses entre opérateurs.**

Elle souhaite également rappeler que l'attribution de fréquences 700 MHz doit être l'occasion pour l'Autorité de permettre le lancement de la technologie 5G en Guyane dans des conditions de concurrence saine et équitable, **et non de corriger a posteriori le retard pris par certains opérateurs dans le déploiement de la 4G et de favoriser leur déploiement 5G.**

OMT demande donc à ce que les fréquences en bandes basses utilisées dans le cadre d'un accord de partage de réseau soient intégrées dans la fixation des seuils.

De plus, OMT considère que **le plancher de 50 MHz en bande 3,4-3,8 GHz est trop faible** et demande qu'il soit fixé à [SDA] MHz.

### II.4.2. et II.4.3 Principes des enchères principales pour les procédures d'attribution en bande 700 MHz et 3,4-3,8 GHz

*« Cette enchère principale se déroule selon le principe d'une enchère à un tour sous pli fermé »*

OMT est opposée à la mise en place **d'un mécanisme d'enchères à un tour.**

En effet, alors que ces fréquences vont être au cœur du déploiement des services 5G, OMT considère inadmissible qu'une telle mécanique d'allocation **basée sur une unique proposition** de la part des opérateurs **et aux résultats totalement aléatoires** soit mise en place.

[SDA]

De plus, tel qu'indiqué par le rapport de la GSMA 2019<sup>6</sup>, *« ce type d'enchères ne donne aux candidats qu'une chance de proposer une offre pour la/les licence(s) qui les intéresse(nt), les mises sont alors évaluées et le gagnant est choisi. [...] Les candidats n'ont pas l'avantage de connaître les mises des autres, ils misent donc essentiellement à l'aveugle. Ceci peut avoir des conséquences involontaires et indésirables ».*

A contrario, *« les enchères à plusieurs tours ont l'avantage de permettre la détermination des prix et l'expression des préférences des candidats pour des compléments et/ou des substituts. Ces approches à plusieurs tours doivent être conçues avec précaution, incluant des règles d'activité qui conduisent à un résultat équitable et évitent de « sniper » les enchères. Les mises devraient être engageantes mais il*

<sup>6</sup> Bonnes pratiques des enchères – mai 2019

*faudrait laisser une possibilité de retrait limité pour répondre aux problèmes d'exposition. Une trop grande flexibilité peut mener à des enchères trop longues et ouvrir la voie à des mises anticoncurrentielles superficielles, les règles doivent donc être établies avec précaution. »*

OMT demande donc à ce que les enchères principales se déroulent sur la base d'**enchères ascendantes à plusieurs tours** et non d'enchères à un tour.

A noter en outre que ces enchères ascendantes ne présentent aucune difficulté particulière en terme d'organisation pour la Guyane dans la mesure où des accès sécurisés distants peuvent être ouverts à l'identique de ce qui a été fait en métropole et ne nécessitent donc pas une présence physique dans les locaux de l'ARCEP.

A noter enfin que ces enchères **ascendantes à plusieurs tours ne constituent pas une prime « au plus gros »** : comme indiqué par Sébastien Soriano<sup>7</sup>, *« l'ARCEP est très vigilante à ce que la concurrence soit très active sur le marché des télécoms [...] ce que nous avons fait c'est que chaque opérateur ait sécurisé 50 MHz [...] et ensuite peut prendre 60 jusqu'à 100MHz. Le jeu est ouvert, il y a un filet de sécurité. C'est l'équilibre que nous avons trouvé entre sécuriser tout le monde y compris les plus petits opérateurs mais permettre à ceux qui ont le plus d'appétit d'aller plus loin [...] on a donné ses chances à chacun »*.

## II.7 enchères de positionnement

Pour les mêmes raisons que celles développées précédemment, OMT est opposée à la mise en place d'un mécanisme d'enchères à un tour au second prix car les considère inadaptes voir pénalisantes en Guyane.

En effet, les différents scénarios de positionnement intégrant les deux dangers de génération de seconde harmonique et d'intermodulation et la libération d'un minimum de [SDA] MHz du milieu de la bande font ressortir que chacun des lauréats peut disposer de blocs de fréquences lui permettant de fournir un service 5G avec la qualité minimum requise.

Chaque opérateur pouvant « naturellement » désigner une combinaison de blocs qui lui est favorable et disposer de [SDA] MHz exempt de toutes les perturbations suscitées, les enchères de positionnement y sont donc inutiles.

Si de telles enchères étaient mises en place, elles pourraient à contrario conduire, selon leurs résultats, à attribuer des blocs pénalisants pour les opérateurs et engendrer in fine des distorsions concurrentielles.

OMT demande par conséquent à ce que l'ARCEP soit, au nom de l'intérêt général, en charge du positionnement des fréquences en Guyane.

\*       \*

\*

---

<sup>7</sup> Interview du 23 septembre 2020